

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Ville de Boisbriand | 73005 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Lisette Dussault, atteste la véracité du Rapport financier consolidé de Ville de Boisbriand pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020.

[Originale signée]

Signature _____ Date 29 avril 2021

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	25
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	26
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	27
Situation financière par organismes	28
Charges par objets	29
Excédent (déficit) accumulé	30
Avantages sociaux futurs	34

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	45
Analyse des charges consolidées	57

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la
Ville de Boisbriand,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la VILLE DE BOISBRIAND (la « Ville »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2020 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la VILLE DE BOISBRIAND au 31 décembre 2020, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la VILLE DE BOISBRIAND inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Informations autres que les états financiers consolidés et le rapport de l'auditeur sur ces états

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent des informations contenues dans le sommaire du rapport financier, mais ne comprennent pas les états financiers consolidés et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations. En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu le rapport sommaire avant la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués sur les autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans celles-ci, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Comptables professionnels agréés

[Original signé par]

CATHERINE MILLETTE, CPA auditrice, CA
AMYOT GÉLINAS, s.e.n.c.r.l.
Saint-Jérôme, le 29 avril 2021

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget	Réalisations	
		2020	2020	2019
Revenus				
Taxes	1	58 584 284	58 291 167	56 712 819
Compensations tenant lieu de taxes	2	917 320	995 664	919 250
Quotes-parts	3			
Transferts	4	924 678	4 072 524	1 865 642
Services rendus	5	3 459 398	3 188 368	4 366 783
Imposition de droits	6	2 458 000	4 994 603	7 293 143
Amendes et pénalités	7	1 824 981	1 530 349	1 849 472
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	523 616	640 492	1 047 632
Autres revenus	10	62 185	410 946	402 532
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	68 754 462	74 124 113	74 457 273
Charges				
Administration générale	14	9 655 746	8 838 803	9 129 177
Sécurité publique	15	15 987 887	15 405 200	15 600 424
Transport	16	11 572 523	11 093 799	11 306 621
Hygiène du milieu	17	15 581 334	14 562 830	13 949 634
Santé et bien-être	18		239 072	243 925
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 828 855	1 818 943	1 046 054
Loisirs et culture	20	11 720 555	9 464 947	10 689 210
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	2 970 507	2 704 936	3 118 346
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	69 317 407	64 128 530	65 083 391
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(562 945)	9 995 583	9 373 882
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		131 868 959	122 495 077
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		131 868 959	122 495 077
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		141 864 542	131 868 959

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	37 521 804	27 183 811
Débiteurs (note 5)	2	17 171 147	15 259 657
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	229 482	184 613
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	819 700	621 000
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	55 742 133	43 249 081
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	17 718 299	15 331 814
Revenus reportés (note 12)	12	1 899 536	1 669 220
Dette à long terme (note 13)	13	93 159 296	96 215 307
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	571 652	709 070
Autres passifs (note 14)	15		9 743
	16	113 348 783	113 935 154
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 15)	17	(57 606 650)	(70 686 073)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 16)	18	198 034 965	200 293 780
Propriétés destinées à la revente (note 17)	19	85 172	792 222
Stocks de fournitures	20	264 788	237 706
Autres actifs non financiers (note 18)	21	1 086 267	1 231 324
	22	199 471 192	202 555 032
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	141 864 542	131 868 959

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget	Réalisations	
		2020	2020	2019
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(562 945)	9 995 583	9 373 882
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	)	8 276 130)	10 371 966)
Produit de cession	3		3 511	358 227
Amortissement	4	10 423 223	10 530 994	10 188 146
(Gain) perte sur cession	5		440	(227 552)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	10 423 223	2 258 815	(53 145)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		707 050	
Variation des stocks de fournitures	10		(27 082)	5 158
Variation des autres actifs non financiers	11		145 057	131 951
	12		825 025	137 109
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	14			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	15	9 860 278	13 079 423	9 457 846
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	16		(70 686 073)	(80 143 919)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	17			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	18			
Solde redressé	19		(70 686 073)	(80 143 919)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	20		(57 606 650)	(70 686 073)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	9 995 583	9 373 882
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement (note 16)	2	10 530 994	10 188 146
Autres			
▪ Perte (gain) sur cession	3	440	(219 966)
▪ Redres. + réduction de valeur	4	11 195	73 233
	5	20 538 212	19 415 295
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(1 938 072)	(1 181 450)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	2 403 324	1 724 739
Revenus reportés	9	230 315	303 932
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(336 118)	(166 926)
Propriétés destinées à la revente	11	707 050	
Stocks de fournitures	12	(27 082)	5 158
Autres actifs non financiers	13	145 057	131 951
	14	21 722 686	20 232 699
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15 (	8 276 130)	(10 371 966)
Produit de cession	16	3 511	358 227
	17	(8 272 619)	(10 013 739)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18 (	57 415)	(57 390)
Remboursement ou cession	19		208 799
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20 ()
Cession	21		
	22	(57 415)	151 409
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	6 659 047	5 437 800
Remboursement de la dette à long terme	24 (	9 716 002)	(10 981 034)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	2 296	(4 634)
Autres			
▪	27		
▪	28		
	29	(3 054 659)	(5 547 868)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	10 337 993	4 822 501
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	27 183 811	22 361 310
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	27 183 811	22 361 310
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	37 521 804	27 183 811

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Boisbriand est un organisme municipal constitué en vertu de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19).

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses de la Ville. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses, consolidés ligne par ligne, d'un organisme contrôlé faisant partie de son périmètre comptable et une consolidation à la valeur de consolidation pour un autre organisme faisant partie de son périmètre comptable. Les organismes contrôlés qui constituent une entreprise municipale en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public sont présentés aux états financiers selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation.

a) Périmètre comptable

S/O

b) Partenariats

La Ville participe aux partenariats suivants :

- Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville : consolidation ligne par ligne représentant une quote-part de 31,24 % pour les opérations courantes et 29,65 % pour les postes du bilan;
- Régie intermunicipale du Parc du Domaine Vert : consolidation ligne par ligne représentant une quote-part de 25 % pour les opérations courantes et pour les postes du bilan.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatations suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux tiers;
- Les revenus d'intérêts sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont gagnés.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la Ville de Boisbriand, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs

Les actifs sont composés des actifs financiers et des actifs non financiers.

a) Actifs financiers

Les placements sont présentés au coût et dépréciés lors d'une baisse durable de valeur.

b) Actifs non financiers

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur nette de réalisation.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des déboursés effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Ville bénéficiera des services acquis.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers consolidés.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction ou d'amélioration. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode linéaire et les périodes suivantes :

Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	40 ans
Véhicules	5 à 20 ans
Machinerie, outillage et équipement	4, 5 et 10 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	4 et 5 à 10 ans
Améliorations locatives	4, 5 et 10 ans
Autres	15 ans

D) Passifs

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard des revenus reportés sont constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues.

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

E) Revenus

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la Ville, sauf, dans la mesure où les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participent la Ville et ses organismes contrôlés est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

À part le régime de retraite, la Ville de Boisbriand n'offre pas d'autres avantages sociaux futurs (assurance vie, assurance soins de santé, banque de congés de maladie, ...).

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations constituées, avec projection des salaires. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations constituées, avec projection des salaires, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2019 selon la méthode suivante : valeur marchande pour le volet courant et valeur lissée 3 ans pour le volet antérieur.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant (pour la dernière fois en 2019) faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

Contestation de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal. Depuis la sanction de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (L.Q.2014, chapitre 15) le 5 décembre 2014, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés.

Dans un jugement rendu le 9 juillet 2020, la Cour supérieure du Québec a déclaré inconstitutionnelles les dispositions relatives à la suspension de l'indexation des rentes des retraités prévues par cette loi. La Cour a cependant déclaré constitutionnelles les dispositions de la même loi visant les participants actifs. Le gouvernement et certaines municipalités ont interjeté appel de la portion du jugement touchant les retraités. Des associations d'employés ont également interjeté appel de la portion du jugement affectant les participants actifs, faisant en sorte que l'ensemble du jugement de première instance est contesté par l'une ou l'autre des parties. L'exécution du jugement est donc suspendue jusqu'à ce que la Cour d'appel du Québec rende sa décision.

Puisque le résultat de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes et du jugement rendu en première instance n'ont pas été comptabilisées au 31 décembre 2020. À titre informatif, le rétablissement intégral de l'indexation automatique des rentes des participants retraités aurait aucun effet sur la valeur des obligations puisque la Ville de Boisbriand n'a pas suspendu l'indexation aux participants retraités.

Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville et Régie intermunicipale du Parc du Domaine Vert

Les dispositions des régimes de retraite se trouvent dans le rapport financier des régies.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des taxes de secteur à percevoir et des montants à recouvrer de tiers) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

- Avantages sociaux futurs de la Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville :

- pour le coût relié aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;

- à titre de mesure d'allègement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées : sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants.

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

3. Modification de méthodes comptables

S/O

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2020	2019
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	4 598 517	3 307 124
Découvert bancaire	2	()	()
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	32 923 287	23 876 687
Autres éléments			
▪	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	37 521 804	27 183 811
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	1 435 292	728 698
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10		

Note**5. Débiteurs**

		2020	2019
Taxes municipales	11	5 374 222	3 918 956
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	285	285
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	7 170 013	6 808 295
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	279 065	1 583 220
Organismes municipaux	15	1 218 616	483 106
Autres			
▪ Droits de mutation	16	1 651 287	926 199
▪ Facturation diverse et amendes	17	1 477 659	1 539 596
	18	17 171 147	15 259 657
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	4 880 905	5 366 331
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	4 880 905	5 366 331
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	449 843	564 613

Note

La provision pour créances douteuses de la Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville est établie en fonction de l'âge des amendes à recevoir de la façon suivante :

-1ière année -	10 %
-2e année -	40 %
-3e année -	70 %
-4e année -	90 %
-5e année et les suivantes -	100 %

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

6. Prêts

		2020	2019
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪	26		
▪	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2020	2019
Placements à titre d'investissement	30	229 482	184 613
Autres placements	31		
	32	229 482	184 613
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

Entente concernant l'achat en commun d'assurances de dommage des villes et régies de MRC Mirabel et Thérèse-De Blainville et Ville de Saint-Eustache.

Les membres participants bénéficient d'une réduction de prime découlant du regroupement et de la franchise collective.

La quote-part de franchise collective versée annuellement constitue un placement à titre d'investissement et cette somme est gardée dans un compte en fidéicomis chez Desjardins Valeurs mobilières.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

8. Avantages sociaux futurs

		2020	2019
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	248 048	(88 070)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	248 048	(88 070)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	1 878 664	2 021 374
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41	6 400	5 129
Régimes de retraite des élus municipaux	42	106 871	105 868
	43	1 991 935	2 132 371

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

		2020	2019
Propriétés destinées à la revente (note 17)	44		
Autres	45		
	46		

Note**10. Emprunts temporaires**

La Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville bénéficie d'un prêt à demande renouvelable d'un montant de 2 000 000 \$ portant intérêt sur avances au taux de base moins 1/2 pour cent et d'une facilité de crédit Master Card d'un montant de 50 000 \$. Le prêt à demande ne comporte aucune garantie. Les facilités de crédit sont renouvelables une fois l'an pour une période de douze mois sur la base des états financiers audités de l'exercice.

11. Crédoeurs et charges à payer

		2020	2019
Fournisseurs	47	5 649 616	4 261 324
Salaires et avantages sociaux	48	3 100 971	3 180 865
Dépôts et retenues de garantie	49	3 743 165	3 647 546
Provision pour contestations d'évaluation	50	3 885 424	2 862 371
Autres			
▪ Organismes municipaux	51	343 960	403 341
▪ Intérêts courus dette lg terme	52	415 589	483 366
▪ Gouv. Québec et entreprises	53	26 003	18 609
▪ Divers	54	553 571	474 392
▪	55		
	56	17 718 299	15 331 814

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Note**12. Revenus reportés**

		2020	2019
Taxes perçues d'avance	57		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58	1 410 265	1 061 065
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs et terrains de jeux	60	333 492	303 621
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Autres			
▪ Facturation biens et services	67	155 779	304 534
▪	68		
▪	69		
▪	70		
	71	1 899 536	1 669 220

Note**13. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2020	2019
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,60	3,20	2021	2027	72	92 607 879	95 570 779
Obligations et billets en monnaies étrangères					73		
Gains (pertes) de change reportés					74		
					75		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					76		15 406
Organismes municipaux					77		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					78		
Autres	1,50	1,50	2021	2027	79	560 000	640 000
					80	93 167 879	96 226 185
Frais reportés liés à la dette à long terme					81	(8 583)	(10 878)
					82	93 159 296	96 215 307

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2020
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2021	83	10 068 265		80 000	10 148 265
2022	84	9 857 016		80 000	9 937 016
2023	85	8 956 152		80 000	9 036 152
2024	86	8 039 150		80 000	8 119 150
2025	87	6 819 327		80 000	6 899 327
2026 et plus	88	48 867 969		160 000	49 027 969
	89	92 607 879		560 000	93 167 879
Intérêts et frais accessoires	90	()	()	()	()
	91	92 607 879		560 000	93 167 879

Note**14. Autres passifs**

	2020	2019
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	92	
Assainissement des sites contaminés	93	9 743
Autres		
▪	94	
▪	95	
▪	96	
▪	97	
	98	9 743

Note**15. Actifs financiers nets (dette nette)**

	2020	2019
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	99	(57 606 650) (70 686 073)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	100	() ()
Autres	101	() ()
	102	(57 606 650) (70 686 073)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

16. Immobilisations

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	103	29 992 728	40 965		30 033 693
Eaux usées	104	114 012 655	764 538		114 777 193
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	105	104 385 693	3 691 772		108 077 465
Autres					
▪ Parc, éclairage, stationnement	106	53 432 506	2 146 428		55 578 934
▪	107				
Réseau d'électricité	108				
Bâtiments	109	31 357 481	513 508		31 870 989
Améliorations locatives	110	147 566	2 929	3 683	146 812
Véhicules	111	10 902 796	88 730	45 934	10 945 592
Ameublement et équipement de bureau	112	7 408 704	587 550	66 244	7 930 010
Machinerie, outillage et équipement divers	113	7 485 616	404 176	39 704	7 850 088
Terrains	114	10 236 780	336 646		10 573 426
Autres	115	758 779			758 779
	116	370 121 304	8 577 242	155 565	378 542 981
Immobilisations en cours	117	15 216 065	(301 112)		14 914 953
	118	385 337 369	8 276 130	155 565	393 457 934
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	119	8 082 959	750 040		8 832 999
Eaux usées	120	53 058 360	2 689 462		55 747 822
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	58 013 780	3 182 615		61 196 395
Autres					
▪ Parc, éclairage, stationnement	122	35 108 418	1 723 278		36 831 696
▪	123				
Réseau d'électricité	124				
Bâtiments	125	12 931 157	777 975		13 709 132
Améliorations locatives	126	94 911	16 250	3 683	107 478
Véhicules	127	5 378 195	662 684	41 983	5 998 896
Ameublement et équipement de bureau	128	6 626 202	275 165	66 244	6 835 123
Machinerie, outillage et équipement divers	129	5 010 897	453 525	39 704	5 424 718
Autres	130	738 710			738 710
	131	185 043 589	10 530 994	151 614	195 422 969
VALEUR COMPTABLE NETTE	132	200 293 780			198 034 965
Biens loués en vertu de contrats de location- acquisition inclus dans les immobilisations					
Coût	133				
Amortissement cumulé	134	()	()	()	()
Valeur comptable nette	135				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

17. Propriétés destinées à la revente

		2020	2019
Immeubles de la réserve foncière	136		
Immeubles industriels municipaux	137		
Autres	138	85 172	792 222
	139	85 172	792 222
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	140		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	141	85 172	792 222

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2020	2019
Frais payés d'avance			
▪ Terrain football	142	514 924	643 655
▪ Divers	143	200 542	157 518
▪	144		
Autres			
▪ Frais de refinancement	145	370 801	430 151
▪	146		
	147	1 086 267	1 231 324

Note**19. Obligations contractuelles**

La Ville est engagée, d'après des contrats de services et de location à long terme, à verser un montant total de 33 013 832 \$. Les paiements minimums exigibles sont les suivants :

2021	-	9 980 858 \$
2022	-	7 652 422 \$
2023	-	6 454 538 \$
2024	-	6 248 963 \$
2025	-	1 606 107 \$
2026 et années suivantes	-	1 070 944 \$

De plus, la Ville de Boisbriand a conclu une entente pour l'approvisionnement en eau potable avec la Ville de Sainte-Thérèse échéant en 2022. Le coût annuel approximatif à verser à la Ville de Sainte-Thérèse est de 1 200 000 \$.

La Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville a signé des engagements contractuels représentant pour la Ville de Boisbriand des versements minimums exigibles de :

2021	-	186 754 \$
2022	-	189 539 \$
2023	-	144 955 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

La Régie intermunicipale du Parc du Domaine Vert a signé des engagements contractuels représentant pour la Ville de Boisbriand des versements minimums exigibles de :

2021	-	1 086 \$
2022	-	140 \$

20. Droits contractuels

Dans le cadre de ses opérations, la Ville a conclu des accords à long terme échéant jusqu'en 2030 donnant lieu à des droits contractuels. Un montant de 2 581 735 \$ sera encaissé au cours des cinq prochains exercices selon l'échéancier suivant :

2021	-	486 282 \$
2022	-	500 870 \$
2023	-	515 896 \$
2024	-	531 373 \$
2015	-	547 314 \$

Selon l'entente liée au programme Accès Cannabis, la Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville s'est engagée à la fourniture de services policiers en contrepartie du remboursement des salaires réels. Les revenus estimatifs pour la durée de l'entente représentent pour la Ville de Boisbriand une somme de 55 578 \$.

Dans le cadre de ses opérations, la Régie intermunicipale du Parc du Domaine Vert a conclu des accords à long terme échéant jusqu'en 2073 donnant lieu à des droits contractuels. Les revenus estimatifs pour les 5 (cinq) prochains exercices représentent pour la Ville de Boisbriand une somme de 463 995 \$:

2021	-	90 448 \$
2022	-	92 194 \$
2023	-	93 975 \$
2024	-	94 256 \$
2025	-	93 122 \$

21. Passifs éventuels

S/O

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2020	2019
148			

S/O

B) Auto-assurance

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

C) Poursuites

La Ville de Boisbriand a reçu une requête en mandamus pour émettre un certificat de conformité en lien avec l'exploitation de l'immeuble du requérant, alors que celui-ci ne peut être émis, ne respectant pas la réglementation d'urbanisme et de zonage en vigueur. Une mise en demeure préalable à une réclamation en justice d'une indemnité a été reçue. La Ville de Boisbriand ne croit pas au bien-fondé des demandes et, en conséquence, aucune provision n'a été établie.

Dans le cours normal de ses activités, la Ville est exposée à diverses autres actions et réclamations estimées à près de 4,1 M \$. La plupart de ces réclamations ont été transmises aux assureurs de la Ville qui en ont pris fait et cause. La Ville conteste le bien-fondé des réclamations en cours et la direction estime que les règlements à venir de ces réclamations n'influeront pas de façon sensible sur la situation financière. Au moment de la mise au point définitive des états financiers, il est impossible de prévoir l'issue de ces dossiers juridiques et les montants qu'elle pourrait être appelée à verser. Par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée aux livres à cet égard.

Des avis de griefs alléguant le non-respect de la convention collective ont été déposés par le Syndicat des employés de la Ville pour un montant total indéterminé. Advenant un accueil favorable de certains de ces griefs syndicaux, la dépense serait imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

Des avis de griefs alléguant le non-respect de la convention collective ont été déposés à la Fraternité des policiers et policières de la Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville ou le Syndicat canadien de la fonction publique, section 4708 pour un montant total indéterminé. Étant dans l'impossibilité de prévoir le dénouement de ces griefs, aucune provision n'a, en conséquence, été comptabilisée aux états financiers. Advenant un accueil favorable de certains de ces griefs syndicaux, la dépense sera imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

D) Autres

S/O

22. Actifs éventuels

S/O

23. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

24. Données budgétaires

L'état des résultats et de l'état de variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les budgets adoptés par la Ville et les organismes faisant partie de son périmètre comptable.

25. Instruments financiers

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

26. Événements importants

Pandémie

Au mois de mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a décrété une pandémie mondiale due au nouveau coronavirus (COVID-19). Cette situation est en constante évolution et les mesures mises en place ont de nombreux impacts économiques sur les plans mondial, national, provincial et local.

L'incidence globale de ces événements sur la Ville et ses activités est incertaine pour être estimée actuellement. Les impacts seront comptabilisés au moment où ils seront connus et pourront faire l'objet d'une évaluation.

27. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés pour se conformer à la présentation de l'exercice courant.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	Réalizations 2019		Budget 2020		Réalizations 2020		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats		
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	56 712 819	58 584 284	58 291 167			58 291 167
Compensations tenant lieu de taxes	2	919 250	917 320	995 664			995 664
Quotes-parts	3					6 538 548	
Transferts	4	1 219 195	885 590	4 070 906		8 551	4 079 457
Services rendus	5	3 655 990	2 740 059	2 712 224		630 114	3 188 368
Imposition de droits	6	7 293 143	2 458 000	4 994 603			4 994 603
Amendes et pénalités	7	1 591 756	731 581	1 362 311		904 245	1 530 349
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	1 006 110	494 000	626 608		13 884	640 492
Autres revenus	10	316 877	61 873	290 894		297 504	313 466
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	72 715 140	66 872 707	73 344 377		8 392 846	74 033 566
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	603 164		(6 933)			(6 933)
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18	38 801		97 480			97 480
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	641 965		90 547			90 547
	21	73 357 105	66 872 707	73 434 924		8 392 846	74 124 113
Charges							
Administration générale	22	9 497 517	9 171 553	9 031 283	543 727		8 838 803
Sécurité publique	23	13 908 840	14 256 275	14 214 536	418 302	7 512 713	15 405 200
Transport	24	7 457 750	7 717 029	7 097 151	3 996 648		11 093 799
Hygiène du milieu	25	10 252 388	11 884 088	10 805 423	3 757 407		14 562 830
Santé et bien-être	26	243 925		239 072			239 072
Aménagement, urbanisme et développement	27	1 004 159	1 786 960	1 773 411	45 532		1 818 943
Loisirs et culture	28	8 800 401	9 399 932	7 696 821	1 523 356	471 869	9 464 947
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	2 958 582	2 826 691	2 585 936		119 000	2 704 936
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	9 942 600	10 423 223	10 284 972	(10 284 972)		
	33	64 066 162	67 465 751	63 728 605		8 103 582	64 128 530
Excédent (déficit) de l'exercice	34	9 290 943	(593 044)	9 706 319		289 264	9 995 583

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		<u>Réalisations 2019</u>	<u>Budget 2020</u>	<u>Réalisations 2020</u>		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
					Total consolidé ¹	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	9 290 943	(593 044)	9 706 319	289 264	9 995 583
Moins : revenus d'investissement	2	(641 965)	()	(90 547)	()	(90 547)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	8 648 978	(593 044)	9 615 772	289 264	9 905 036
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	9 942 600	10 423 223	10 284 972	246 022	10 530 994
Produit de cession	5	353 508			3 511	3 511
(Gain) perte sur cession	6	(222 833)			440	440
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	10 073 275	10 423 223	10 284 972	249 973	10 534 945
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9			707 050		707 050
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11			707 050		707 050
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12	200 671				
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13	7 587				
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	73 233		11 228	1 318	12 546
	15	281 491		11 228	1 318	12 546
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(9 677 030)	(8 988 457)	(8 989 258)	(155 486)	(9 144 744)
	18	(9 677 030)	(8 988 457)	(8 989 258)	(155 486)	(9 144 744)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(374 393)	(451 000)	(881 347)	(51 574)	(932 921)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20					
Excédent de fonctionnement affecté	21	492 084		15 000	227 201	242 201
Réserves financières et fonds réservés	22	(46 683)	(389 900)	(1 409 637)	6 360	(1 403 277)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(6 994)	(822)	(822)	(39 380)	(40 202)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	64 014	(841 722)	(2 276 806)	142 607	(2 134 199)
	26	741 750	593 044	(262 814)	238 412	(24 402)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	9 390 728		9 352 958	527 676	9 880 634

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	Réalizations 2019		Réalizations 2020	
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	641 965	90 547	90 547
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2 (	404 681 )(	582 001 )(	582 001)(
Sécurité publique	3 (	310 488 )(	323 578 )(	161 763)(
Transport	4 (	2 231 675 )(	3 205 883 )(	3 205 883)(
Hygiène du milieu	5 (	2 154 616 )(	709 335 )(	709 335)(
Santé et bien-être	6 ()()()(
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	689 448 )(	75 826 )(	75 826)(
Loisirs et culture	8 (	4 389 438 )(	3 217 744 )(	3 217 744)(
Réseau d'électricité	9 ()()()(
	10 (	10 180 346 )(	8 114 367 )(	161 763)(
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11 ()()()(
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Émission ou acquisition	12 (	53 547 )(	53 547 )(	3 868)(
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13	5 261 675	6 433 400	145 891
Affectations				
Activités de fonctionnement	14	374 393	881 347	51 574
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15	1 551 343	4 506 609	4 506 609
Excédent de fonctionnement affecté	16			
Réserves financières et fonds réservés	17	344 684	660 244	660 244
	18	2 270 420	6 048 200	51 574
	19	(2 701 798)	4 313 686	31 834
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(2 059 833)	4 404 233	31 834

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		<u>2019</u>		<u>2020</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	25 673 194	36 243 282	1 278 522	37 521 804
Débiteurs (note 5)	2	15 002 978	16 426 933	1 308 456	17 171 147
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4	177 420	219 739	9 743	229 482
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	621 000	819 700		819 700
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	41 474 592	53 709 654	2 596 721	55 742 133
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10				
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	15 032 763	17 339 465	943 076	17 718 299
Revenus reportés (note 12)	12	1 655 949	1 897 041	2 495	1 899 536
Dette à long terme (note 13)	13	95 197 406	92 172 000	987 296	93 159 296
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14			571 652	571 652
Autres passifs (note 14)	15				
	16	111 886 118	111 408 506	2 504 519	113 348 783
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 15)	17	(70 411 526)	(57 698 852)	92 202	(57 606 650)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 16)	18	198 554 933	196 384 328	1 650 637	198 034 965
Propriétés destinées à la revente (note 17)	19	792 222	85 172		85 172
Stocks de fournitures	20	237 706	264 788		264 788
Autres actifs non financiers (note 18)	21	1 202 709	1 046 927	39 340	1 086 267
	22	200 787 570	197 781 215	1 689 977	199 471 192
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	15 426 191	17 958 004	1 153 873	19 111 877
Excédent de fonctionnement affecté	24	6 452 617	9 555 617	200 439	9 756 056
Réserves financières et fonds réservés	25	728 698	1 435 292	142 858	1 578 150
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26	(1 281)	459	(309 546)	(310 005)
Financement des investissements en cours	27	(1 361 525)	2 282 042	(86 937)	2 195 105
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	109 131 344	108 851 867	681 492	109 533 359
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29				
	30	130 376 044	140 082 363	1 782 179	141 864 542
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2019
Rémunération	1	18 933 499	17 496 351	22 846 525	23 263 008
Charges sociales	2	4 666 948	4 349 633	5 636 603	5 861 275
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	3				
Ententes de services					
Services de transport collectif	4				
Autres services	5				
Autres biens et services	6	20 532 027	18 252 009	18 357 352	19 367 395
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	7	2 508 389	2 234 249	2 260 772	2 598 550
D'autres organismes municipaux	8				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9	144 960	144 961	145 672	202 243
D'autres tiers	10				
Autres frais de financement	11	218 422	206 726	298 492	317 553
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	12	7 048 761	7 311 598	699 835	702 441
Transferts	13				
Autres	14	553 843	500 853	273 754	356 649
Autres organismes					
Transferts	15				
Autres	16	1 870 095	1 825 173	1 868 038	1 825 885
Amortissement des immobilisations	17	10 423 223	10 284 972	10 530 994	10 188 146
Autres					
▪ Subventions et dons	18	237 695	190 599	190 599	299 538
▪ Mauvaises créances	19	2 000	(729)	70 849	80 283
▪ Divers	20	325 889	932 210	949 045	20 425
	21	67 465 751	63 728 605	64 128 530	65 083 391

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	19 111 877	16 395 961
Excédent de fonctionnement affecté	2	9 756 056	6 669 069
Réserves financières et fonds réservés	3	1 578 150	752 956
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(310 005)	(350 207)
Financement des investissements en cours	5	2 195 105	(1 480 296)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	109 533 359	109 881 476
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	141 864 542	131 868 959

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté

Administration municipale	9	17 958 004	15 426 191
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	1 153 873	969 770
	11	19 111 877	16 395 961

Excédent de fonctionnement affecté

Administration municipale			
▪ Budget d'immobilisation :	12		
▪ Bâtiments municipaux	13	4 308 000	3 257 000
▪ Gestion du matériel roulant	14	30 000	800 000
▪ Divers autres projets	15	1 737 000	815 000
▪ Diverses affectations	16	1 580 617	1 580 617
▪ Budget d'opération	17	1 900 000	
▪	18		
▪	19		
▪	20		
	21	9 555 617	6 452 617
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ Régie intermunicip. de police	22	200 439	216 452
▪	23		
▪	24		
	25	200 439	216 452
	26	9 756 056	6 669 069

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019	
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪ Fonds d'infrastructure	27	250 404	
▪	28		
▪	29		
▪	30		
▪	31		
	32	250 404	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	33		
▪	34		
▪	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	900 000	489 020
Organismes contrôlés et partenariats	38	118 600	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	146 888	124 678
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42	24 258	24 258
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
▪ Fonds de stationnement	45	138 000	115 000
▪	46		
	47	1 327 746	752 956
	48	1 578 150	752 956

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 (	132 239)(
Autres	52 (	177 307)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 ()(
	54 (	309 546)(
348 926)		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 ()(
Assainissement des sites contaminés	56 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 ()(
Autres		
▪	58 ()(
▪	59 ()(
	60 (	309 546)(
		348 926)
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 ()(
Intérêts sur la dette à long terme	62 (	459)(
1 281)		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 ()(
Utilisation du fonds de roulement	64 ()(
Mesure relative aux frais reportés		
65 ()(
Autres		
▪	66 ()(
▪	67 ()(
	68 (	459)(
		1 281)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	70 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 ()(
Autres		
▪	72 ()(
▪	73 ()(
	74 ()(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
▪	79	
	80	
	81 (	310 005)(
		350 207)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	82	7 154 215	3 697 611
Investissements à financer	83 (	4 959 110)(	5 177 907)
	84	2 195 105	(1 480 296)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	85	198 034 965	200 293 780
Propriétés destinées à la revente	86	85 172	792 222
Prêts	87		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	229 482	184 613
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	198 349 619	201 270 615
Ajustements aux éléments d'actif	91		
	92	198 349 619	201 270 615
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	93 (	93 159 296)(	96 215 307)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (	8 583)(	10 878)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	4 351 106	4 836 533
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	513	513
	98 (	88 816 260)(	91 389 139)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 ())
	100 (	88 816 260)(	91 389 139)
	101	109 533 359	109 881 476

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Ce résumé des dispositions du régime reflète tous les amendements au régime, jusqu'aux modifications découlant de l'article 24 de la convention collective venant à échéance le 31 décembre 2021 et adoptée le 1er octobre 2013 selon la résolution 2013-10-609 du Conseil de ville de la Ville de Boisbriand, sauf l'engagement de l'employeur à amender le régime pour bonifier la prestation de retraite de certains cadres désignés et la lettre d'entente entre la Ville et le groupe des employés cadres et cadres désignés concernant la prestation de décès et l'établissement d'un fonds de stabilisation. Ces dernières modifications sont présentées dans les derniers paragraphes de la présente description.

Retraite normale

65 ans

Retraite sans réduction de rente

Cadres* et cadres désignés :

Avant 2020 : 58 ans et 80 points**

À partir du 1er janvier 2020 : 59 ans et 84 points**

*Nonobstant ce qui précède, pour les employés cadres, l'âge de retraite facultatif est de 65 ans pour les services avant 1996

**Sujet à un maximum de 60 ans d'âge sans restriction de points pour toutes retraites prises à compter du 1er janvier 2020 par les participants actifs

Cols bleus/blancs :

62 ans

Pompiers :

60 ans

Retraite anticipée

Cadres et cadres désignés :

À compter de 55 ans mais avant 80 points, la réduction pour anticipation est de :

1/2 % par mois pour les 60 premiers mois;

1/3 % par mois pour les mois suivants

Calcul du nombre de mois d'anticipation : nombre de mois entre la retraite et 80 points, sujet à un minimum de 58 ans (84 points et sujet à un minimum de 59 ans pour le service acquis à compter du 1er janvier 2020). Nonobstant ce qui précède, le nombre de mois d'anticipation pour un employé cadre est par rapport à 65 ans pour le service avant 1996.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Cols bleus/blancs et pompiers :

À compter de 58 ans (56 ans pompiers) mais avant 62 ans (60 ans pompiers), la réduction pour anticipation est de :

1/3 % par mois entre la retraite et 62 ans (60 ans pompiers)

À compter de 55 ans mais avant 58 ans, la réduction pour anticipation est de :

i) Service antérieur au 1er janvier 2007 :

1/2 % par mois* pour les 60 premiers mois

1/3 % par mois* pour les mois suivants

*Nombre de mois entre la retraite et 65 ans

ii) Service à compter du 1er janvier 2007 :

1/3 % par mois entre la retraite et 62 ans (60 ans pompiers)

Créances de rente

Cadres et cadres désignés :

i) Années de service reconnu avant le 1er janvier 1996 : 2 % du salaire de l'année 2001. Pour chaque période complète de 4 mois de travail après la date de retraite facultative, l'année de référence est augmentée d'une année.

ii) Années de service reconnu après le 1er janvier 1996 : 2 % des 3 meilleurs salaires précédant la retraite.

Cols bleus/blancs et pompiers à compter du 1er janvier 2017 :

i) Années de service reconnu avant le 1er janvier 1990 : 2 % du salaire de l'année 1989

ii) Années de service reconnu entre le 1er janvier 1990 et le 31 décembre 2006 : 2 % du salaire de l'année

iii) Années de service reconnu après le 31 décembre 2006 : 1,75 % de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite

De plus, le participant (sauf les pompiers qui n'y ont pas droit) reçoit une rente temporaire égale à la somme de :

a) 0,5 % de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite pour chaque année de service reconnu entre le 1er janvier 2007 et le 31 décembre 2009, et

b) 0,7 % de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite pour chaque année de service reconnu à compter du 1er janvier 2010

La somme de i) et ii) ne peut être inférieure à 2 % du salaire de l'année 2007 multiplié par le nombre d'années de service au 1er janvier 2007.

À compter du 1er janvier 2020, la formule de rente devient un salaire final par classe pour tous les groupes.

Prestation de cessation d'emploi

Au choix :

a) Une rente différée payable à la date normale de retraite, dont le montant est égal à la rente créditée à la date de cessation d'emploi.

b) Le transfert immobilisé de la valeur actuelle de la rente prévue en a).

De plus, une indexation préretraite est prévue jusqu'à 55 ans selon 50 % de l'IPC pour les cols bleus, les cols blancs et les pompiers et une indexation jusqu'à l'âge de la retraite pour les cadres et cadres désignés égale à 100 % de l'IPC.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

À compter du 1er janvier 2018, l'acquittement de la prestation de cessation de services se fera en proportion du degré de solvabilité sujet à un maximum de 100 % pour les participants qui opteront pour le transfert de la valeur de leurs droits à l'extérieur du régime.

Prestations de décès avant la retraite

Participation antérieure au 31 décembre 1990 :

remboursement des cotisations salariales avec intérêts et 60 % de la rente créditée

Participation postérieure au 31 décembre 1990 :

remboursement de la valeur actuarielle de la rente différée

Une rente sera offerte au conjoint du participant décédé en remplacement du transfert de la prestation de décès. Ainsi, si le conjoint opte pour le transfert de la valeur des droits, ce dernier sera acquitté en proportion du degré de solvabilité.

Règle du 50 %

En cas de cessation d'emploi, décès avant la retraite ou en cas de retraite, rente additionnelle égale à rente pourvue par l'excédent des cotisations salariales (avec intérêts) post 1990 sur 50 % de la valeur actuarielle de la rente post 1990, autres que celles ayant fait l'objet d'un rachat.

Prestations de décès après la retraite

Cadres et cadres désignés (avant le 1er janvier 2014) : 60 % réversible au conjoint. En l'absence d'un conjoint, la rente est garantie durant 180 versements.

Autres employés et cadres désignés à compter du 1er janvier 2014 : la rente est garantie durant 120 versements.

Invalidité

Crédits de rente basés sur salaire au début de l'invalidité.

Exonération des cotisations salariales sauf à compter de 2017.

Indexation annuelle - Après la retraite

Cadres et cadres désignés :

Rentes accumulées avant le 1er janvier 1990 : selon l'IPC, maximum 1 %

Rentes accumulées entre le 1er janvier 1990 et le 1er janvier 1996 : selon l'IPC, maximum 3 %

Cols bleus/blancs :

Rentes accumulées entre le 1er janvier 2007 et le 1er janvier 2014 : 50 % de l'IPC

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Cotisations

Salariales :

i) Cadres et cadres désignés : 9,0 % du salaire + 50 % de la cotisation de stabilisation à compter du 1er janvier 2014. Le partage de la cotisation de service courant débutera au 1er janvier 2020.

ii) Cols bleus/blancs :

2014 : 8,9 % de son salaire (incluant la cotisation au fonds de stabilisation)

À partir de 2015 : 50 % de la cotisation d'exercice totale, incluant la valeur de l'indexation après la retraite. La cotisation au fonds de stabilisation est incluse dans ce montant et la différence constitue la cotisation salariale de base.

iii) Pompiers : 50 % du coût de service courant du groupe incluant la cotisation de stabilisation

Patronale : solde de la cotisation d'exercice (sous réserve d'une utilisation du surplus permise par le régime et la législation) plus cotisations d'équilibre

Fonds de stabilisation - Cols bleus/blancs, cadres, cadres désignés et pompiers (à compter du 1er janvier 2017)

Un fonds de stabilisation est mis en place à compter du 1er janvier 2014. Ce fonds remplace l'indexation garantie des rentes après la retraite. Ce fonds est financé par la différence positive entre le coût du service courant avec une indexation après la retraite égale à 50 % de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation et le coût du service courant sans une telle indexation.

Le fonds de stabilisation et la cotisation correspondante reliée à l'indexation sont utilisés en priorité pour financer toute perte d'expérience (service à compter du 1er janvier 2014) et tout déficit (service à compter du 1er janvier 2014), le cas échéant.

L'indexation accordée par le fonds de stabilisation (service à compter du 1er janvier 2014) est sujette aux limites imposées par les législations applicables. Cette indexation est accordée selon les modalités suivantes :

L'indexation est d'abord accordée pour la période de trois (3) ans qui suit la date de l'évaluation actuarielle, aux rentes servies au cours de cette période. Le taux d'indexation effectivement accordé est égal au moindre de :

Celui obtenu en présumant l'affectation de la totalité du fonds de stabilisation à l'indexation permanente, après la retraite et pour les années postérieures à la date de l'évaluation actuarielle, des rentes créditées à compter du 1er janvier 2014;

Celui obtenu en présumant l'affectation de l'excédent du fonds de stabilisation sur la provision pour écarts défavorables à l'indexation, pour la période de trois (3) ans qui suit la date de l'évaluation actuarielle, des rentes servies au cours de cette période;

50 % de l'IPC de l'année

Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville :

Les dispositions du régime de retraite se trouvent dans le rapport financier de la régie.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (88 070)	(254 996)
Charge de l'exercice	4 (1 878 664)	(2 021 374)
Cotisations versées par l'employeur	5 2 214 782	2 188 300
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 248 048	(88 070)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 74 977 202	69 128 151
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (76 624 260)	(70 906 731)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (1 647 058)	(1 778 580)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 1 895 106	1 690 510
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 248 048	(88 070)
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 248 048	(88 070)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 3 362 947	3 457 317
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20 3 362 947	3 457 317
Cotisations salariales des employés	21 (1 794 892)	(1 790 992)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23 1 568 055	1 666 325
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 228 012	237 267
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres		
▪	29	
▪	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 1 796 067	1 903 592
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 4 012 803	3 724 403
Rendement espéré des actifs	33 (3 930 206)	(3 606 621)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 82 597	117 782
Charge de l'exercice	35 1 878 664	2 021 374

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 4 717 604	5 875 344
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (3 863 521)	(3 549 590)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 854 083	2 325 754
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 3 677 939	(108 387)
Prestations versées au cours de l'exercice	40 2 920 091	2 523 544
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 76 090 202	69 279 151
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44 445 300	445 000
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 4 324 338	4 647 438
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 14	15
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,45 %	5,53 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,61 %	5,67 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,22 %	3,22 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques		
▪	51	
▪	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2020	2019
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81		
▪	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	() ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
▪	104		
▪	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	106		
Description des régimes et autres renseignements			
		2020	2019
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime de retraite par financement salarial	108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109		
Autres régimes	110		
	111		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	112		
Description des régimes et autres renseignements			
		2020	2019
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	113	6 400	5 129
Régime de retraite simplifié	114		
REER	115		
Autres régimes	116		
	117	6 400	5 129

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2020	2019
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	118	9	9

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2020</u>	<u>2019</u>
Cotisations des élus au RREM	119	24 421	24 214
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	120	82 298	81 599
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	121	24 573	24 269
	122	106 871	105 868

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2019
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	36 557 500	36 298 076	34 728 275
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	8 870 275	8 872 378	8 957 588
Activités de fonctionnement	3		250 404	
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	1 214 821	1 226 341	1 331 285
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	46 642 596	46 647 199	45 017 148
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10			
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	3 216 724	3 217 197	3 010 929
Autres				
▪ Transport en commun	14	1 999 620	2 021 966	1 981 435
▪ Eau et assainissement	15	5 194 500	4 885 287	5 192 921
▪	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	141 000	138 308	139 305
Service de la dette	18	1 389 844	1 381 210	1 371 081
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	11 941 688	11 643 968	11 695 671
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	11 941 688	11 643 968	11 695 671
	27	58 584 284	58 291 167	56 712 819

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	<u>Administration municipale</u>		<u>Données consolidées</u>	
	<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	<u>Réalisations</u>	<u>Réalisations</u>
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	2020	2020	2020	2019
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29			
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
	32			
<hr/>				
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	99 300	148 353	88 808
Cégeps et universités	34			
Écoles primaires et secondaires	35	484 000	512 520	493 089
	36	583 300	660 873	581 897
<hr/>				
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	583 300	660 873	581 897
<hr/>				
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42	110 050	110 846	113 529
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
Taxes d'affaires	44			
	45	110 050	110 846	113 529
<hr/>				
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
<hr/>				
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50	223 970	223 945	223 824
	51	223 970	223 945	223 824
	52	917 320	995 664	919 250

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53	6 910	221 984	9 750
Sécurité publique				
Police	54		2 559	34 104
Sécurité incendie	55			
Sécurité civile	56	500	82 148	181 309
Autres	57		2 583 586	48 951
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58			
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60	63 679	13 778	14 757
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61		3 072	3 072
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68			
Réseau de distribution de l'eau potable	69	53 365	70 680	64 554
Traitement des eaux usées	70			24 663
Réseaux d'égout	71	53 365	70 680	64 555
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72	178 000	195 434	190 654
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	<u>Administration municipale</u>		<u>Données consolidées</u>	
	<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	<u>Réalisations</u>	<u>Réalisations</u>
TRANSFERTS (suite)	2020	2020	2020	2019
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84	30	32	70
Promotion et développement économique	85			
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	3 581	34 281	44 277
Activités culturelles				
Bibliothèques	88			1 992
Autres	89	101 160	113 575	93 481
Réseau d'électricité				
	90			
	91	460 590	3 389 250	773 117

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	(4 484)	(4 484)	81 105
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106	13 171	13 171	
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107	(4 485)	(4 485)	522 059
Réseau de distribution de l'eau potable	108			
Traitement des eaux usées	109			
Réseaux d'égout	110			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126	(11 135)	(11 135)	
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128			
Réseau d'électricité	129			
	130	(6 933)	(6 933)	603 164

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	425 000	681 656	681 656
Fonds de développement des territoires	136			481 371
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	137			
Dotations spéciales de fonctionnement	138			
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	139			
Autres	140		5 281	7 990
	141	425 000	681 656	686 937
TOTAL DES TRANSFERTS	142	885 590	4 063 973	1 865 642

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS	2020	2020	2020	2019
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPALUX				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	143			
Évaluation	144			
Autres	145			
	146			
Sécurité publique				
Police	147	145 534	137 379	87 996
Sécurité incendie	148	169 989	309 267	660 276
Sécurité civile	149			
Autres	150			17 695
	151	315 523	446 646	765 967
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	152			
Enlèvement de la neige	153			
Autres	154			
Transport collectif	155			
Autres	156			
	157			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	158	135 000	131 015	119 010
Réseau de distribution de l'eau potable	159	13 700	16 081	13 734
Traitement des eaux usées	160			
Réseaux d'égout	161	16 000	18 057	15 971
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés				
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	163			
Tri et conditionnement	164			
Autres	165			
Autres	164			
Cours d'eau	167			
Protection de l'environnement	168			
Autres	169			
	170	164 700	165 153	148 715

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2020	2020	2020	2019
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPALUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	171			
Autres	172			
	173			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174			
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			
Autres	177			
	178			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179		12 023	11 443
Activités culturelles				
Bibliothèques	180			
Autres	181			
	182		12 023	11 443
Réseau d'électricité				
	183			
	184	480 223	611 799	540 601
			926 125	926 125

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	185	62 414	85 449	113 010
Évaluation	186	19 000	23 935	19 908
Autres	187	204 538	308 004	430 407
	188	285 952	417 388	533 079
Sécurité publique				
Police	189	40 000	10 344	291 604
Sécurité incendie	190	64 150	214 766	214 766
Sécurité civile	191		1 594	1 594
Autres	192			
	193	104 150	226 704	507 964
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	194			
Enlèvement de la neige	195	10 000	9 305	9 305
Autres	196	27 747	114 719	23 840
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	197	15 500	21 107	21 107
Transport adapté	198			
Transport scolaire	199			
Autres	200			
Autres	201	2 000	1 659	1 659
	202	55 247	146 790	146 790
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	203			
Réseau de distribution de l'eau potable	204			
Traitement des eaux usées	205			
Réseaux d'égout	206	900	600	600
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	207	115 000	147 976	147 976
Matières recyclables	208	4 000	2 485	2 485
Autres	209	4 000	7 670	5 110
Cours d'eau	210			
Protection de l'environnement	211	11 925	10 750	10 750
Autres	212	18 747	105 858	105 858
	213	154 572	275 339	275 339
				154 624

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	214			
Sécurité du revenu	215			
Autres	216			
	217			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	218			
Rénovation urbaine	219	1 000	310	310
Promotion et développement économique	220			
Autres	221	472 117	472 120	458 370
	222	473 117	472 430	458 370
Loisirs et culture				
Activités récréatives	223	733 194	357 116	1 149 607
Activités culturelles				
Bibliothèques	224	22 645	8 730	26 812
Autres	225	430 959	195 928	407 138
	226	1 186 798	561 774	1 583 557
Réseau d'électricité	227			
	228	2 259 836	2 100 425	3 440 658
TOTAL DES SERVICES RENDUS	229	2 740 059	2 712 224	4 366 783

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	230	308 000	471 439	548 978
Droits de mutation immobilière	231	2 150 000	4 523 164	6 744 165
Droits sur les carrières et sablières	232			
Autres	233			
	234	2 458 000	4 994 603	7 293 143
AMENDES ET PÉNALITÉS	235	731 581	1 362 311	1 849 472
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	236			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	237	494 000	626 608	1 047 632
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	238	32 373	(440)	227 552
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	239		200 000	
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	240			(7 587)
Contributions des promoteurs	241			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	242			
Contributions des organismes municipaux	243			
Autres contributions	244	5 200	18 594	24 931
Redevances réglementaires	245			
Autres	246	24 300	169 780	157 636
	247	61 873	388 374	402 532
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	248			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2020	Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	1 090 955	978 632	3 346	981 978	981 978	1 183 163
Greffe et application de la loi	2	1 672 337	1 905 229	241	1 905 470	1 169 263	1 156 143
Gestion financière et administrative	3	1 783 663	1 584 041	25 079	1 609 120	1 609 120	1 575 763
Évaluation	4		340 272		340 272	340 272	341 147
Gestion du personnel	5	785 544	798 217	821	799 038	799 038	808 249
Autres							
▪ Autres	6	3 839 054	3 424 892	514 240	3 939 132	3 939 132	4 064 712
▪	7						
	8	9 171 553	9 031 283	543 727	9 575 010	8 838 803	9 129 177
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	6 553 293	6 793 840	1 439	6 795 279	7 567 641	7 689 764
Sécurité incendie	10	7 692 318	6 944 681	416 863	7 361 544	7 361 544	7 371 285
Sécurité civile	11	10 664	476 015		476 015	476 015	539 375
Autres	12						
	13	14 256 275	14 214 536	418 302	14 632 838	15 405 200	15 600 424
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	2 913 918	2 613 814	3 441 232	6 055 046	6 055 046	6 302 228
Enlèvement de la neige	15	2 416 359	1 990 989	39 969	2 030 958	2 030 958	2 175 941
Éclairage des rues	16	227 000	213 940	264 210	478 150	478 150	509 679
Circulation et stationnement	17	256 163	265 849	48 581	314 430	314 430	359 392
Transport collectif							
Transport en commun	18	1 870 095	1 825 173		1 825 173	1 825 173	1 787 411
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21	33 494	187 386	202 656	390 042	390 042	171 970
	22	7 717 029	7 097 151	3 996 648	11 093 799	11 093 799	11 306 621

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2020	Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 484 819	1 377 166	342 114	1 719 280	1 556 249
Réseau de distribution de l'eau potable	24	742 760	599 305	392 984	992 289	970 734
Traitement des eaux usées	25	3 033 941	2 550 351	1 338 609	3 888 960	4 002 037
Réseaux d'égout	26	661 737	627 620	1 423 432	2 051 052	2 055 774
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	1 202 409	1 089 395		1 089 395	978 179
Élimination	28	712 045	773 867		773 867	715 807
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	727 647	688 130		688 130	609 690
Tri et conditionnement	30	253 453	261 930		261 930	251 087
Matières organiques						
Collecte et transport	31	1 410 550	1 347 990		1 347 990	1 197 537
Traitement	32					
Matériaux secs	33	29 217	15 681		15 681	13 201
Autres	34	135 399	152 080	6 981	159 061	294 476
Plan de gestion						
Autres	36					
Cours d'eau						
Protection de l'environnement	38	1 297 656	1 167 044	83 774	1 250 818	989 345
Autres	39	192 455	154 864	169 513	324 377	315 518
	40	11 884 088	10 805 423	3 757 407	14 562 830	13 949 634
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41		239 072		239 072	243 925
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44		239 072		239 072	243 925

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2020	Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 029 950	1 604 222	42 303	1 646 525	1 646 525	880 795
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	622 938	36 689		36 689	36 689	27 688
Tourisme	49						
Autres	50						
Autres	51	134 072	132 500	3 229	135 729	135 729	137 571
	52	1 786 960	1 773 411	45 532	1 818 943	1 818 943	1 046 054
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	529 750	321 732	59 162	380 894	380 894	628 857
Patinoires intérieures et extérieures	54	2 018 395	1 438 331	203 145	1 641 476	1 641 476	1 981 476
Piscines, plages et ports de plaisance	55	670 624	619 921	68 032	687 953	687 953	758 461
Parcs et terrains de jeux	56	2 600 372	2 503 720	1 025 885	3 529 605	3 774 375	3 842 403
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	485 275	277 320		277 320	277 320	402 338
Autres	59	299 294	270 421		270 421	270 421	256 285
	60	6 603 710	5 431 445	1 356 224	6 787 669	7 032 439	7 869 820
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	688 811	418 136	122 712	540 848	540 848	839 759
Bibliothèques	62	1 718 256	1 495 790	44 420	1 540 210	1 540 210	1 650 415
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	389 155	351 450		351 450	351 450	329 216
	66	2 796 222	2 265 376	167 132	2 432 508	2 432 508	2 819 390
	67	9 399 932	7 696 821	1 523 356	9 220 177	9 464 947	10 689 210

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2020	Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	2 653 349	2 379 210		2 404 102	2 797 076
Autres frais	70				2 342	3 717
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71	(7 000)	(8 000)		82 597	117 782
Autres	72	180 342	214 726		215 895	199 771
	73	2 826 691	2 585 936		2 704 936	3 118 346
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	75	10 423 223	10 284 972	(10 284 972)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	2
Analyse de la dette à long terme consolidée	3
Endettement total net à long terme consolidé	4
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	5

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	7
Analyse de la rémunération non consolidée	8
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	8
Frais de financement non consolidés par activités	9
Rémunération des élus	10

Autres renseignements

Questionnaire	11
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	23 063	23 063	119 235
Usines de traitement de l'eau potable	2	15 527	15 527	224 405
Usines et bassins d'épuration	3	63 318	63 318	65 042
Conduites d'égout	4	232 143	232 143	666 309
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	2 544 853	2 544 853	1 662 109
Ponts, tunnels et viaducs	7	1 386	1 386	1 428
Systèmes d'éclairage des rues	8	75 940	75 940	66 131
Aires de stationnement	9	38 857	38 857	8 348
Parcs et terrains de jeux	10	718 464	718 464	979 527
Autres infrastructures	11	365 232	365 232	1 232 006
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	349 451	349 451	382 075
Édifices communautaires et récréatifs	14	2 333 897	2 333 897	3 283 155
Améliorations locatives	15		2 929	3 520
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	290 032	355 255	524 696
Ameublement et équipement de bureau	18	451 385	531 632	323 570
Machinerie, outillage et équipement divers	19	610 819	624 183	493 764
Terrains	20			336 646
Autres	21			
	22	8 114 367	8 276 130	10 371 966

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>				
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23	23 063	23 063	119 235
Usines de traitement de l'eau potable	24	15 527	15 527	224 405
Usines et bassins d'épuration	25	63 318	63 318	65 042
Conduites d'égout	26	232 143	232 143	666 309
Autres infrastructures	27	3 744 732	3 744 732	3 949 549
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33	4 035 584	4 197 347	5 347 426
	34	8 114 367	8 276 130	10 371 966

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	138 851	49 957	27 747	161 061
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	15 135 047		1 156 101	13 978 946
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	75 585 956	6 609 090	8 048 079	74 146 967
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	90 859 854	6 659 047	9 231 927	88 286 974
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	5 366 331		485 426	4 880 905
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	5 366 331		485 426	4 880 905
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	5 366 331		485 426	4 880 905
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	5 366 331		485 426	4 880 905
	19	96 226 185	6 659 047	9 717 353	93 167 879
Dette en cours de refinancement	20 ((
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	96 226 185	6 659 047	9 717 353	93 167 879

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	92 172 000
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	4 778 936
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	146 888
Débiteurs	9	4 864 427
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10	
Autres montants	11	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	2 584 874
Autres		
▪	13	
▪	14	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	89 354 747
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	16	1 093 603
Endettement net à long terme	17	90 448 350
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	18	
Communauté métropolitaine	19	185 901
Autres organismes	20	2 397 000
Endettement total net à long terme	21	93 031 251
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23	
	24	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote- part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	93 031 251
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	39 791	39 066	40 709
Sécurité publique				
Police	4	6 336 831	6 611 763	
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15	5 940	5 832	6 512
Santé et bien-être				
Logement social	16	239 244	234 888	239 657
Autres	17	4 262	4 184	4 268
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21	171 442	169 189	161 760
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	125 626	123 338	124 768
Activités culturelles	23	125 625	123 338	124 767
Réseau d'électricité				
	24			
	25	7 048 761	7 311 598	702 441

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020*Non audité*

		2020	2019
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	8 114 367	10 180 346
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	8 114 367	10 180 346

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	55,00	35,00	100 273,00	5 982 459	1 466 441	7 448 900
Professionnels	2						
Cols blancs	3	78,00	32,25	130 976,00	4 890 786	1 198 847	6 089 633
Cols bleus	4	66,00	39,75	136 728,00	5 024 718	1 231 677	6 256 395
Policiers	5						
Pompiers	6	38,00	42,00	78 030,00	1 050 517	257 506	1 308 023
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	237,00		446 007,00	16 948 480	4 154 471	21 102 951
Élus	9	9,00			547 871	195 162	743 033
	10	246,00			17 496 351	4 349 633	21 845 984

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11	3 072				3 072
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12		(4 485)			(4 485)
Réseau de distribution de l'eau potable	13	20 639		50 041		70 680
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15	20 639		50 041		70 680
Autres	16	3 227 677	679 209	17 140		3 924 026
	17	3 272 027	674 724	117 222		4 063 973

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		2020	2019
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	209 016	220 446
	4	209 016	220 446
Sécurité publique			
Police	5	343	521
Sécurité incendie	6	73 951	81 179
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	74 294	81 700
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	909 405	991 964
Enlèvement de la neige	11	1 141	1 882
Autres	12	130 965	150 756
Transport collectif	13		
Autres	14	11 493	13 065
	15	1 053 004	1 157 667
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	95 942	116 280
Réseau de distribution de l'eau potable	17	147 379	168 047
Traitement des eaux usées	18	346 921	497 323
Réseaux d'égout	19	275 094	328 134
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24	18 695	20 990
Autres	25	11 945	5 016
	26	895 976	1 135 790
Santé et bien-être			
Logement social	27	26 550	21 431
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30	26 550	21 431
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	10 738	10 831
Rénovation urbaine	32	118	1 509
Promotion et développement économique	33		
Autres	34	2 915	1 569
	35	13 771	13 909
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	229 781	273 459
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	2 268	2 542
Autres	38	81 276	51 638
	39	313 325	327 639
Réseau d'électricité			
	40		
	41	2 585 936	2 958 582

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Maire	Maire	98 979	17 044	5 516	
District 1	Conseiller	35 254	17 044		
District 2	Conseiller	35 254	17 044		
District 3	Conseiller	35 620	17 044	3 288	
District 4	Conseiller	38 235	17 044		
District 5	Conseiller	38 549	17 044		
District 6	Conseiller	35 254	17 044		
District 7	Conseiller	34 201	17 044		
District 8	Conseiller	38 182	17 044		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

OUI NON S.O.

- | | | | | |
|--|---|--------------------------|---|-------------------------------------|
| 1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre | 1 | 900 000 | | \$ |
| 2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH? | 2 | <input type="checkbox"/> | 3 | <input checked="" type="checkbox"/> |
| | | | 4 | <input type="checkbox"/> |

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

- | | | | | |
|---|----|-------------------------------------|---|--------------------------|
| 3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? | 5 | <input checked="" type="checkbox"/> | 6 | <input type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 | 7 | 349 201 | | \$ |
| 4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? | 8 | <input checked="" type="checkbox"/> | 9 | <input type="checkbox"/> |
| 5. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes : | | | | |
| Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille | 10 | | | \$ |
| Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement | 11 | | | \$ |
| Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille | 12 | | | \$ |
| Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value | 13 | | | \$ |
| Ligne 12 : Placements de portefeuille | 14 | | | \$ |
| Ligne 13 : Débiteurs | 15 | | | \$ |
| Ligne 14 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement | 16 | | | \$ |
| Ligne 15 : Provision pour moins-value | 17 | | | \$ |
| Ligne 18 : Créanciers et charges à payer | 18 | | | \$ |
| Ligne 19 : Revenus reportés | 19 | | | \$ |

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité**OUI** **NON**

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU. 20 21
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 22 _____ 86 009 \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 23 24
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2020 25 _____ 4 523 164 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 26 27
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 28 _____ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 29 30
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 31 _____ \$
7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 32 33
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 34 35
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 36 37
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 38 _____ 160 869 \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 39 40
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 41 _____ \$
9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 42 43
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 44 _____ 24 924 \$
- b) autres formes d'aide 45 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

10. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2020
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2020 46 _____ \$
- Facteur comparatif de 2020 47 _____
- Valeur uniformisée 48 _____ \$
11. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2020 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ 49 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet ERL :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 50 _____ \$
 - Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver 51 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement 52 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 53 _____ \$
- d) Description des dépenses d'investissement :
- Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :
- a) Numéro de la résolution 54 _____
- b) Date d'adoption de la résolution 55 _____
12. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*? 56 57
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 58 2019-11-600
- b) Date d'adoption de la résolution 59 2019-11-05
13. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 60 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 61 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5) 62 _____
- d) Nombre et race de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8 et 9) : 63 _____
- Indiquer la race de chien
- e) Nombre et race de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et (art. 10) : 64 _____
- a causé sa mort

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Indiquer la race de chien

- lui a infligé une blessure grave

65 _____

Indiquer la race de chien

- f) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)
- g) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité

66 _____

67 _____

Dispositions pénales

- h) Nombre de constats d'infraction délivrés par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du Règlement (art. 33, 34, 35, 37, 38 et 39)
- i) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

68 _____

69 70

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Ville de Boisbriand | 73005 |

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	4

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

À la trésorière de
la Ville de Boisbriand,

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la VILLE DE BOISBRIAND (ci-après la « Ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit du tableau » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit du tableau au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. Le tableau a été préparé afin de permettre à la Ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le tableau ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard du tableau

La direction est responsable de la préparation du tableau conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un tableau exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que le tableau est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs du tableau prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que le tableau comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Comptables professionnels agréés

[Original signé par]

CATHERINE MILLETTE, CPA auditrice, CA
AMYOT GÉLINAS, s.e.n.c.r.l.
Saint-Jérôme, le 29 avril 2021

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	58 291 167
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	24 924
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	825 991
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	24 924
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	18 008 445
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	138 308
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation réel	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	40 995 329

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2020 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	3 919 268 880
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2020 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	3 999 629 600
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	3 959 449 240

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2020 (Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)	14	1,0354 / 100 \$
--	----	------------------------

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

OUI NON S.O.

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? 1 2

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

- Si oui, présentez-vous le budget consolidé? 3 4

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget? 5 6

3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? 7 8

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)? 9 10 11

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)? 12 13 14

6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État? 15 16 17

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier? 18 19 20

- Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant? 21 22

Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2021

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Taux global de taxation prévisionnel	6
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	7
Questionnaire	9

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

*Non audité***TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	36 620 400
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	8 994 700
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	1 203 775
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	46 818 875

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	3 218 150
Autres		
▪ Transport en commun	14	2 018 520
▪ Eau et assainissement	15	5 102 550
▪	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	141 000
Service de la dette	18	1 360 250
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	11 840 470
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	11 840 470
	27	58 659 345

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	136 000
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	506 000
	9	642 000

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	642 000

GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	110 850
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	110 850

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	223 945
	24	223 945
	25	976 795

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxe foncière générale (taux unique)	1		x /100 \$					
Taxe foncière générale (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	2	2 665 614 633 x	0,5631 /100 \$	15 010 076				
Immeubles de 6 logements ou plus	3	293 217 125 x	0,5631 /100 \$	1 651 106				
Immeubles non résidentiels	4	724 848 383 x	/100 \$					
Immeubles industriels	5	260 086 377 x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	6		x /100 \$					
Autres	7	34 721 100 x	1,1262 /100 \$	391 029				
Immeubles agricoles	8	15 489 400 x	0,4966 /100 \$	76 920				
Total	9			17 129 131	()	(884 600)	20 375 869	36 620 400
Taxes spéciales								
Service de la dette (taux unique)	10		x /100 \$					
Service de la dette (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	11	2 665 614 633 x	0,1352 /100 \$	3 603 911				
Immeubles de 6 logements ou plus	12	293 217 125 x	0,1352 /100 \$	396 430				
Immeubles non résidentiels	13	724 848 383 x	/100 \$					
Immeubles industriels	14	260 086 377 x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	15		x /100 \$					
Autres	16	34 721 100 x	0,2705 /100 \$	93 921				
Immeubles agricoles	17	15 489 400 x	0,1193 /100 \$	18 479				
Total	18			4 112 741	()	()	4 881 959	8 994 700

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxes spéciales								
Activités de fonctionnement (taux unique)	19	x	/100 \$					
Activités de fonctionnement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	20	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	21	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	22	x	/100 \$					
Immeubles industriels	23	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	24	x	/100 \$					
Autres	25	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	26	x	/100 \$					
Total	27				()	()		
Taxes spéciales								
Activités d'investissement (taux unique)	28	x	/100 \$					
Activités d'investissement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	29	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	30	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	31	x	/100 \$					
Immeubles industriels	32	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	33	x	/100 \$					
Autres	34	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	35	x	/100 \$					
Total	36				()	()		
		Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	37	x	%		()	()		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité
Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	_____	\$
Égout	2	_____	\$
Eau et égout	3	225,00	\$
Traitement des eaux usées	4	_____	\$
Matières résiduelles	5	252,00	\$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code	Préciser
Transport en commun résidentiel	131,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Transport en commun non résidentiel	483,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Transport en commun industriel	1 266,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Deuxième collecte d'ordures	175,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Conduites d'eau et d'égout	0,0308	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Excédent eau et assainissement	1,1000	5 - du 1 000 litres	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	16 413 907	7 908 707		484 950	2 047 535	85 209
De secteur	2	223 392	80 156		10 701	90 367	4 264
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	247 827	88 924		11 871	100 251	
Autres	5	2 438 379	474 362			1 295 127	
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	19 323 505	8 552 149		507 522	3 533 280	89 473

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Résiduelle			Total
		Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	1	18 663 239	11 553		45 615 100
De secteur	2	794 385	510		1 203 775
Autres	3				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	4	911 377			1 360 250
Autres	5	6 123 546	7 806		10 339 220
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	6				
Autres	7				
	8	26 492 547	19 869		58 518 345

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
▪ Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
▪ Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
▪ Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 <input checked="" type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
▪ Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
INR: Taxe générale: <500K : 1.8081 >500K : 1.9524			
Taxe spéciale: <500K : 0.4341 >500K : 0.4688			
IND: Taxe générale: <1M : 2.2210 >1M : 2.5364			
Taxe spéciale: <1M : 0.5334 >1M : 0.6091			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
▪ Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2021 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	54 632	\$
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26		\$
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27	2020-12-01	
6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	69 088 410	\$
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	9 548 815	\$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

8. Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	<u>2 427 575 \$</u>
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	<u>1 900 000 \$</u>

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je, LISETTE DUSSAULT, atteste que le rapport financier consolidé de Ville de Boisbriand pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 4 mai 2021.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Ville de Boisbriand.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Ville de Boisbriand consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Ville de Boisbriand détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2021-05-05 08:15:02

Date de transmission au Ministère : 2021-05-05